

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Erreur cuve gazole RIBERAC DEPOT sur la commune principale de l'AIOT RUE ANDRE CHEMINADE 24600 RIBERAC.

La référence de votre dossier est A-3-NQ2IK1EQM et concerne une demande de type "une déclaration de cessation d'activité"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 10/07/2023 à 10h56 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

Vous allez recevoir dans quelques instants, à l'adresse ci-dessous, un message de confirmation de transmission de votre dossier :

- #xxxx# (pour rappel, courriel d'échange avec l'administration)
- #yyyy# (pour rappel, déclarant)
- #zzzz# (pour rappel, mandataire)

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration de cessation d'activité**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

Conditions d'engagement du déclarant

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>**

- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET **84201403700019**

Organisme : **ASIO CONSEIL**

Fonction : **PRESIDENT**

Personne morale

N° SIRET **41008962700013**

Raison sociale **SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE RIBERACOIS**

Forme juridique **Société coopérative agricole**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

16 Avenue Georges Trijoulet

24600 RIBERAC

Signataire

Qualité : **Directeur**

Référent

Fonction : **Directeur**

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **Erreur cuve gazole RIBERAC DEPOT**

4 - Localisation

[Localisation de l'installation](#)

RUE ANDRE CHEMINADE

24600 RIBERAC

X : 491889

Y : 6465176

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Les informations de cette étape ne sont pas nécessaires pour cette démarche.

6 - Cessation d'activité

[Information concernant la cessation d'activité](#)

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite (ou a exploité par la passé) déjà au moins :

- Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **Non**
- Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **Non**

Date de mise à l'arrêt de l'installation : **01/08/2023**

Il s'agit d'une : **Cessation totale de l'activité**

Parcelles concernées par la cessation d'activité :

- Parcelle 1 : Ribérac 24600 (000 , AM , 0144)

Rubriques des installations classées concernées par la cessation :

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Régime
4331	4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	DC

Mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site

Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site, en précisant le calendrier prévisionnel :

La cessation de l'activité de la rubrique 4331 est liée à une erreur de rubrique faite au moment de la demande de bénéfice de droits acquis réalisée par la SCAR en 2016 (Preuve de dépôt N°A-6-OE1MNR45Y): déclaration du stockage de carburants sous la rubrique 4331 au lieu de la rubrique 4734-2. Il n'y a donc pas de déchets liés à cette suppression de rubrique.

Interdictions ou limitations d'accès au site, en précisant le calendrier prévisionnel :

Aucune - Les activités de l'établissement se poursuivent.

Suppression des risques d'incendie et d'explosion, en précisant le calendrier prévisionnel :

Non concerné (régularisation administrative sans changement au niveau de l'exploitation)

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux, en précisant le calendrier :

Non concerné (régularisation administrative sans changement au niveau de l'exploitation). Nous sollicitons une dérogation pour la fourniture de l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 vis-à-vis de la cessation de la rubrique 4331 car il s'agit uniquement d'une régularisation administrative suite à une erreur de rubrique lors de la déclaration du bénéfice des droits acquis réalisée en 2016 (Preuve de dépôt N°A-6-OE1MNR45Y) : déclaration du stockage de carburants sous la rubrique 4331 au lieu de la rubrique 4734-2. Dans les faits, il n'y a jamais eu de stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de quelques produits phytosanitaires en quantité très inférieure au seuil de classement de 50 t (A ce jour, 1 seul produit classé, ONYX 5L PPNU, représentant moins de 100 l).

Mesures de gestion ou restrictions d'usage temporaires, en précisant le calendrier :

Aucune - Les activités de l'établissement se poursuivent.

Mesures destinées à placer les terrains de l'installation dans un état permettant un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation :

Non concerné (régularisation administrative sans changement au niveau de l'exploitation)

Autres mesures prises ou prévues pour supprimer les dangers et inconvénients pour les terrains voisins non concernés par la cessation d'activité

Aucune

Une attestation de mise en sécurité pour cette cessation d'activité est-elle disponible ? **Non**

Engagement du déclarant

Je confirme avoir informé par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme

Je m'engage à déposer l'attestation de mise en sécurité, compte tenu des rubriques concernées par la cessation d'activité, conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement.

7 - Pièces justificatives

Mandat ou document signé par le déclarant vous autorisant à déposer la déclaration en son nom :

MandatSCAR.PDF